




COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU :
INFORMATION POUR LA PRÉSIDENTE DE LA CCETP










Table des matières

Membres du Comité permanent de la sécurité publique et nationale (SECU).....	2
Hon. John McKay.....	4
Pierre Paul-Hus.....	5
Kristina Michaud	6
Marc Dalton	7
Pam Damoff	8
Jack Harris	9
Angelo Iacono	10
Kamal Khera	11
Joël Lightbound	12
Rob Morrison	13
Doug Shipley	14
Gagan Sikand.....	15
Rick Parent, Ph. D.	16
Christian Leuprecht, Ph. D.	17
Hon. Doug Schweitzer, Québec.....	18
Membres associés du SECU	19
Questions de la réunion 7 du SECU, tenue le 23 juin 2020	20

Membres du Comité permanent de la sécurité publique et nationale
(SECU)

(en date du 9 juillet 2020)

Président	Vice-président	Vice-présidente
		
Hon. John McKay	Pierre Paul-Hus	Kristina Michaud
Libéral (Scarborough-Guildwood, Ontario)	Conservateur (Charlesbourg- Haute-Saint-Charles, Québec)	Bloc Québécois (Avignon- La Mitis-Matane-Matapédia, Québec)
Bio à la p. 4	Bio à la p. 5	Bio à la p. 6
Membre	Membre	Membre
		
Marc Dalton	Pam Damoff	Jack Harris
Conservateur (Pitt Meadows-Maple Ridge, Colombie-Britannique)	Libéral (Oakville North-Burlington, Ontario)	NPD (St. John's Est, Terre-Neuve-et-Labrador)
Bio à la p. 7	Bio à la p. 8	Bio à la p. 9

Membre	Membre	Membre
		
Angelo Iacono	Kamal Khera	Joël Lightbound
Libéral (Alfred-Pellan, Québec)	Libéral (Brampton West, Ontario)	Libéral (Louis-Hébert, Québec)
Bio à la p. 10	Bio à la p. 11	Bio à la p. 12
Membre	Membre	Membre
		
Rob Morrison	Doug Shipley	Gagan Sikand
Conservateur (Kootenay-Columbia, Colombie-Britannique)	Conservateur (Barrie-Springwater-Oro-Medonte, Ontario)	Libéral (Mississauga-Streetsville, Ontario)
Bio à la p. 13	Bio à la p. 14	Bio à la p. 15
Expert	Expert	Expert
		
Rick Parent, doctorat en criminologie	Prof. Christian Leuprecht	Hon. Doug Schweitzer, député
Bio à la p. 16	Institut Macdonald-Laurier Bio à la p. 17	PCU (Calgary-Elbow) Bio à la p. 18

Hon. John McKay

L'honorable John McKay a été élu député à la Chambre des communes pour la première fois en 1997. Il a été nommé au Conseil privé le 12 décembre 2003, et a été réélu en octobre 2019 pour un huitième mandat à la Chambre des communes. Il représente actuellement la circonscription de Scarborough-Guildwood. John est marié à Carolyn Dartnell. Ils ont cinq enfants, trois petits-enfants et sont des membres actifs de la Peoples Church.

John a étudié au campus de Scarborough de l'Université de Toronto, où il a obtenu son baccalauréat ès arts. Il a poursuivi ses études à l'Université Queen's, où il a obtenu son baccalauréat en droit.

Il est actuellement membre de trois comités parlementaires et de quatre associations parlementaires et groupes interparlementaires. Il a occupé plusieurs postes parlementaires, notamment celui de porte-parole de l'opposition officielle pour les sociétés d'État puis pour Petites entreprises et Tourisme. Il a aussi été porte-parole du Parti libéral pour la défense, l'environnement, ainsi que secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale.

Projets de loi d'initiative parlementaire au cours de sa carrière parlementaire :

- A parrainé avec succès le projet de loi C-293, *Loi concernant l'aide au développement officielle fournie à l'étranger*, qui a reçu la sanction royale le 29 mai 2008.
- A parrainé avec succès le projet de loi C-260, *Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (cigarettes à inflammabilité réduite)*, qui a reçu la sanction royale le 31 mars 2004.
- A parrainé le projet de loi C-300, *Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement – 2009-2010.*
- A parrainé le projet de loi C-474, *Loi visant à favoriser la transparence financière, le renforcement de la responsabilité et la viabilité économique à long terme par la publication des paiements versés à des gouvernements étrangers par les sociétés minières, pétrolières et gazières – 2013-2014.*
- A parrainé le projet de loi C-423, *Loi concernant la lutte contre certaines formes modernes d'esclavage par l'imposition de certaines mesures et modifiant le Tarif des douanes – 2018-2019.*

Pierre Paul-Hus

Diplômé en science politique à l'Université Laval (1990), M. Paul-Hus possède également une formation militaire d'officier et est diplômé du Collège d'État-Major de Kingston en Ontario (2000) et de l'École Militaire de Paris (2001). Au cours de ses années de service, il a également enseigné à l'École militaire de Paris durant l'été 2002.

Depuis 1995, il est propriétaire de PRESTIGE Groupe Média. Cette entreprise publie les magazines PRESTIGE et Hôtels, Restaurants et Institutions.

En 1987, alors qu'il terminait ses études secondaires, il est devenu membre du Régiment de la Chaudière, unité de réserve des Forces armées canadiennes. Durant les 22 ans de son service militaire, il a effectué deux missions opérationnelles : la première à Goose Bay, au Labrador, sous l'égide de l'OTAN, et la seconde, à Chypre, pour les Nations-Unies. Par la suite, il a réalisé divers mandats dont, entre autres, l'analyse des infrastructures de la réserve soutenue par la Base militaire de Valcartier, ainsi que le déploiement et le commandement d'un groupe de 400 militaires au Mississippi, aux États-Unis. En 2002, l'armée française l'a nommé instructeur sur un cours de spécialiste en état-major; une première dans l'histoire de la réserve française. Dans le cadre de ce cours, il a eu à former des réservistes français, britanniques, allemands et suisses.

En juin 2004, lors des célébrations du 60e anniversaire du Débarquement en Normandie (France), il a inauguré quatre monuments en autant de villes et communes normandes. En mai 2006, dans le cadre de ses fonctions de commandant du Régiment de la Chaudière, il a obtenu une audience privée avec Sa Majesté la Reine Élisabeth II, au Palais de Buckingham. Cette audience lui a permis de remettre à Sa Majesté la réédition d'un livre portant sur l'histoire du Régiment de la Chaudière et de fraterniser avec la colonel-en-chef de son régiment. En 2008, il a coordonné les activités militaires du 35e Groupe Brigade du Canada pour le 400e anniversaire de Québec. Il a mis fin à sa carrière militaire en 2009.

Natif de Granby, il a été élu député de la circonscription Charlesbourg–Haute-Saint-Charles le 19 octobre 2015 et nommé, le 20 novembre de la même année, au sein du cabinet fantôme de l'Opposition officielle à titre de porte-parole associé en matière de Défense nationale.

M. Paul-Hus est marié et père de deux enfants.

M. Paul-Hus est membre de deux comités parlementaires et de cinq associations parlementaires et groupes interparlementaires.

Kristina Michaud

Élue pour la première fois au Parlement en 2019.

26 ans.

Originaire d'Amqui.

Bachelière en études internationales (Université Laval).

Conseillère politique à l'Assemblée nationale du Québec.

Députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia.

Porte-parole du Bloc Québécois en matière de Sécurité publique et Protection civile, Changements climatiques et Jeunesse.

Vice-présidente et membre du Comité permanent de la sécurité publique et nationale, et membre du Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la sécurité publique et nationale. Membre du Groupe interparlementaire Canada-Italie.

Kristina Michaud a parrainé le projet de loi C-215, *Loi sur la responsabilité en matière de changement climatique*.

Marc Dalton

M. Dalton est enseignant au secondaire. Il a rempli deux mandats en tant que membre de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Il a grandi dans une famille de l'Aviation royale du Canada. Il a également servi dans les Forces armées canadiennes et est membre de la Légion royale canadienne, filiale 88. M. Dalton est Autochtone (Métis) et a été secrétaire parlementaire du ministre des Relations avec les Autochtones dans l'un de ses portefeuilles. Il a étudié à l'Université Simon-Fraser, où il a obtenu un baccalauréat en français et histoire ainsi qu'une maîtrise en leadership éducatif.

M. Dalton a été nommé président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, un organisme non partisan, et a été le représentant législatif des francophones de la Colombie-Britannique lors d'événements provinciaux et nationaux. Il a fait du bénévolat pour des organisations à but non lucratif, comme une banque alimentaire locale et l'Armée du Salut, et a même été pasteur.

Aux échelles locales et provinciales, M. Dalton a réalisé de nombreux projets pour ses électeurs notamment : une nouvelle école à Albion, la construction de quatre voies sur l'autoroute 7 entre Maple Ridge et Mission, le financement de nombreuses organisations locales, des logements pour les personnes âgées à faible revenu, un appareil IRM pour l'hôpital Ridge Meadows, l'augmentation du nombre d'ambulances, un allègement fiscal pour la condition physique pour les familles avec enfants, et le rétablissement du transport scolaire. Son épouse, Marlene, et lui sont mariés depuis 34 ans. Ils ont trois enfants adultes.

Il a été élu en 2019 et est membre d'un comité parlementaire (SECU) et de deux associations parlementaires et groupes interparlementaires (Groupe interparlementaire Canada–États-Unis et Groupe interparlementaire Canada-Allemagne).

Pam Damoff

Mme Damoff est une politicienne, une activiste communautaire et une professionnelle du monde des affaires. Elle compte plus de 25 ans d'expérience en entreprise sur Bay Street. Elle a été élue pour représenter la circonscription d'Oakville-North Burlington à la Chambre des communes lors des élections fédérales de 2015, et réélue en 2019. Avant l'élection, elle a été conseillère municipale d'Oakville de 2010 à 2015. Pendant son mandat, elle a été membre du conseil d'administration de la bibliothèque publique d'Oakville, du comité budgétaire et du Oakville Tourism Partnership.

En décembre 2015, elle a été nommée vice-présidente du Comité permanent de la condition féminine. Elle est également membre de plusieurs comités parlementaires, associations et groupes interparlementaires, notamment le Comité permanent de la sécurité publique et nationale et le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

Elle a été reconnue comme une défenseure du transport actif et de l'amélioration des infrastructures cyclables à Oakville. Elle est cofondatrice de Cycle Oakville, un organisme qui encourage le cyclisme et l'amélioration des infrastructures cyclables. En 2013, elle a reçu le Bicycling Leadership Award pour son dévouement à la promotion du cyclisme en Ontario. Depuis, elle a fondé le premier groupe de travail multipartite sur le cyclisme à Ottawa. Elle fait du bénévolat au sein de sa collectivité, est présidente de la course Terry Fox d'Oakville ainsi que membre du comité organisateur de la baignade Courage Polar Bear Dip.

Mme Damoff se passionne pour de nombreuses causes, notamment l'emploi des personnes handicapées, l'autonomisation des femmes, la santé mentale, la protection de l'environnement, ainsi que la sécurité et la promotion du cyclisme.

Jack Harris

Jack Harris a été élu pour la première fois comme député du NPD en 1987. En 1990, il a été élu comme membre de l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador. Il a été membre de l'Assemblée législative pendant 16 ans et chef du NPD provincial pendant 14 ans.

M. Harris a été député de St. John's Est de 2008 à 2015, et a effectué un retour au Parlement en 2019. Il a été une voix néo-démocrate importante dans les médias nationaux et à la Chambre des communes. Il a précédemment été porte-parole du NPD en matière de sécurité publique, de justice et, plus particulièrement, de défense nationale. Alors qu'il était le porte-parole de l'opposition officielle en matière de défense nationale, il a été vice-président du Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes. Il est actuellement porte-parole pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Affaires étrangères Canada, Sécurité publique et Protection civile Canada, et porte-parole adjoint pour la Défense nationale. Il est membre de six comités parlementaires et de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN (association parlementaire et groupe interparlementaire).

M. Harris a réclamé l'amélioration du soutien aux soldats blessés, des améliorations au système de justice militaire, la réouverture des bureaux des Anciens Combattants dans tout le pays, et de meilleurs services de recherche et sauvetage. Il a persuadé le Comité de la défense d'étudier la recherche et le sauvetage aériens et maritimes et a fait en sorte que la Commission se rende à Terre-Neuve-et-Labrador.

M. Harris est né à St. John's. Il est diplômé de l'Université Memorial, de l'Université de l'Alberta et de la London School of Economics. Il a de l'expérience dans les domaines de l'organisation communautaire, du journalisme et du droit. D'ailleurs, il a été avocat principal en droit du travail pendant de nombreuses années. Il est marié à Ann Martin, une avocate de St. John's, et ils ont trois enfants adultes.

Angelo Iacono

Angelo Iacono a été élu député d'Alfred-Pellan en octobre 2015, puis réélu en 2019. Il est membre de deux comités parlementaires et de deux associations parlementaires et groupes interparlementaires.

M. Iacono est avocat de profession, politicien par vocation et humaniste par conviction. Après avoir étudié les sciences politiques à l'Université McGill, il a poursuivi ses études en droit civil à l'UQAM et a obtenu un doctorat en droit à l'Université d'Ottawa. Il a également obtenu un certificat de l'Union européenne et de ses institutions, ainsi qu'un certificat en droit communautaire européen de la faculté de droit de Lyon, en France.

Kamal Khera

Mme Kamal Khera a été élue en tant que députée de Brampton West en 2015, puis réélue en 2019. Elle est la secrétaire parlementaire du ministre du Développement international. Mme Khera a occupé divers postes au sein du gouvernement, notamment : secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national. Elle est infirmière diplômée, bénévole dans la communauté et militante politique.

Canadienne de première génération, Mme Khera est originaire de Delhi, en Inde. Elle a immigré au Canada quand elle était très jeune. Elle a fait ses études à l'Université York, où elle a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences et psychologie, ainsi qu'un baccalauréat spécialisé en sciences infirmières.

Mme Khera a collaboré avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), le Peel Family Shelter et le William Osler Health Centre. Elle a également travaillé comme infirmière autorisée dans l'unité d'oncologie du St Joseph's Health Centre, à Toronto.

Mme Khera est une membre active de sa collectivité. Elle a été présidente de la South Asian Canadians Heritage Foundation, mentore et coordinatrice de programme à Big Brother Big Sister of Peel, et coordinatrice d'événements à la Sick Kids Foundation.

Joël Lightbound

Joël Lightbound a été élu pour la première fois député de Louis-Hébert en 2015. Il est le secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ainsi que membre du Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

M. Lightbound est né et a grandi à Sainte-Foy. Il est avocat et membre du Barreau du Québec. Il a commencé sa carrière juridique comme stagiaire au sein du cabinet montréalais Fasken Martineau DuMoulin. Il a ensuite exercé le droit dans la région de Québec, au sein d'un cabinet spécialisé en droit de l'immigration.

M. Lightbound a été membre du conseil d'administration du Champlain Regional College et de La Baratte, un organisme à but non lucratif de Québec. Il est l'ancien président de l'association étudiante du Collège Saint-Laurent et vice-président de la Confédération des associations des étudiantes et étudiants en droit civil. Il a aussi été représentant du Québec au Parlement francophone des jeunes, au Gabon en 2007.

M. Lightbound a étudié à l'Université McGill, où il a obtenu ses baccalauréats en droit civil et en common law. Il a continué ses études à l'Université de Montréal, au niveau de la maîtrise en droit des technologies de l'information.

Rob Morrison

Rob Morrison a été élu pour la première fois au Parlement canadien en 2019. Il est actuellement membre du Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

Il est un officier retraité de la GRC et un ancien diplomate. Pendant son service à la GRC, M. Morrison a été recruté comme expert pour prendre la parole en public lors de plusieurs conférences internationales. Il a présenté des modèles d'application de la loi fiables et sécuritaires pour lutter contre le crime organisé et les menaces à la sécurité nationale. Il a été diplomate au ministère des Affaires étrangères (MAECI) pour 17 pays d'Asie centrale et du Sud-Ouest et du Moyen-Orient.

M. Morrison a occupé divers postes de direction. Il a gravi les échelons et forgé des relations de collaboration solides, à plusieurs niveaux, avec le gouvernement, le secteur privé, le domaine universitaire et la haute direction. En 2013, il a terminé son mandat de directeur général au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor, où il était responsable d'un environnement de partage de l'information avec tous les organismes d'application de la loi et les gouvernements étrangers. M. Morrison a reçu de nombreuses distinctions, dont une citation du commissaire de la GRC pour services exceptionnels.

Avant d'être directeur général, M. Morrison était surintendant principal responsable des modèles de prestation de services de police dans toute la Colombie-Britannique. Il possède des connaissances approfondies de tous les niveaux de gouvernement (national et international). Il a aussi participé à des assemblées publiques dans des collectivités uniques afin de veiller à ce que des modèles optimaux de prestation de services y soient appliqués.

M. Morrison vit et travaille dans la région de Kootenay-Columbia depuis 40 ans. Son père a servi dans l'Aviation royale du Canada, ce qui a orienté son choix de carrière, qui s'est traduit par 35 ans de service pour son pays en tant que fonctionnaire. M. Morrison est un mari dévoué, père de cinq enfants et un membre actif de sa collectivité. Il se passionne pour les modes de vie durables et la protection de l'environnement.

Doug Shipley

En 2019, M. Shipley a été élu député de Barrie-Springwater-Oro-Medonte. Il est aussi membre du Comité permanent de la sécurité publique et nationale.

M. Shipley est propriétaire d'une entreprise et sert depuis neuf ans la ville de Barrie en tant que conseiller pour le quartier 3. Il a été président des finances et des services généraux, président du comité des services d'infrastructure, d'investissement et de développement, et vice-président du conseil des services de police de Barrie. Il a aussi été membre de plusieurs autres comités, dont le groupe de travail sur le recrutement des médecins de Barrie et de la région.

Doug Shipley est un fier résident de Barrie-Springwater-Oro-Medonte depuis 20 ans. Il vit à Barrie avec Lisa, sa femme depuis 26 ans, et leurs deux fils.

Gagan Sikand

Gagan Sikand a été élu pour la première fois au Parlement canadien en 2015 et a été réélu en 2019. Il est membre de deux comités parlementaires et de six associations parlementaires et groupes interparlementaires.

M. Sikand est avocat et propriétaire d'une petite entreprise. Il vit à Mississauga-Streetsville depuis plus de 25 ans. Il a cumulé une expérience professionnelle diversifiée; il a travaillé pour le procureur général de l'Ontario, le ministère des Affaires autochtones et l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. M. Gagan est également membre du conseil d'administration des hygiénistes dentaires de l'Ontario.

M. Gagan est bénévole au sein du conseil consultatif local de Centraide et aide régulièrement les banques alimentaires Eden et Seva. Il est mentor pour le programme Kids Now à l'école secondaire Woodlands. Il est également entraîneur de basket-ball et membre du conseil d'administration du Young Governors Council of Junior Achievement.

Rick Parent, Ph. D.

M. Rick Parent, criminologue, compte 30 années d'ancienneté au service de police de Delta. En tant que policier, il a examiné la question du recours à une force mortelle par la police et le phénomène des homicides provoqués par les victimes, également connu sous le nom de « suicide par police interposée ». Sa thèse, intitulée *Aspects of Police Use of Deadly Force in North America: The Phenomenon of Victim Precipitated Homicide*, lui a servi pour le doctorat en criminologie à l'Université Simon-Fraser.

Les tribunaux américains et canadiens ont reconnu M. Parent comme expert en matière de fusillades policières et de recours à une force mortelle par la police. M. Parent a aussi été professeur agrégé à l'Université Simon-Fraser, École de criminologie – Études policières, de septembre 2008 jusqu'à sa retraite en décembre 2019.

De plus, il est un expert en la matière dans le domaine de l'éthique et de la responsabilité policière. Il est l'auteur du cours *Police Ethics and Accountability*, du Réseau canadien du savoir policier (RCSP), et le co-auteur du manuel « Ethics and Canadian Law Enforcement » (2018). Il est également le co-auteur du manuel « Community-Based Strategic Policing in Canada » (2019), ainsi que de nombreuses publications.

Christian Leuprecht, Ph. D.

Christian Leuprecht (détenteur d'un doctorat de l'Université Queen's) est professeur en leadership au département de sciences politiques et d'économie de la promotion de 1965 au Collège militaire royal du Canada, et chercheur invité du programme Matthew Flinders à l'Université Flinders en Australie du Sud.

Il a reçu le prix Cowan d'excellence en recherche du CMR et il est membre élu du Collège des nouveaux chercheurs de la Société royale du Canada. Il est également agrégé supérieur en sécurité et défense à l'École Munk de l'Institut Macdonald Laurier. Il est expert en sécurité et en défense, en démographie politique et en fédéralisme comparatif et gouvernance à plusieurs niveaux, il a occupé des postes de visiteur en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, et est régulièrement appelé à témoigner en tant qu'expert devant des commissions du Parlement. Il est membre du Conseil consultatif du Fonds pour la recherche en Ontario, du conseil d'administration du German Institute for Defence and Strategic Studies, de la commission des services de police de la ville de Kingston et de la Polar Research and Policy Initiative.

Ses publications sont parues en anglais, en allemand, en français et en espagnol et comprennent plus d'une douzaine de livres et de nombreux articles qui ont été publiés, notamment, dans : le *Florida State University Law Review* (2019), *Electoral Studies* (2016), le *Government Information Quarterly* (2016), *Armed Forces & Society* (2015), *Global Crime* (2015, 2013), la *Revue canadienne de politique étrangère* (2014, prix Maureen Molot pour le meilleur article), *Administration publique canadienne* (2014), la *Revue canadienne de science politique* (2012, 2003), *Regional and Federal Studies* (2012) et *Terrorism and Political Violence* (2019, 2018, 2017, 2011). Ses éditoriaux apparaissent régulièrement dans les journaux canadiens et il intervient fréquemment dans les médias canadiens et internationaux.

REMARQUE : Le professeur Leuprecht a publié un document d'orientation sur le financement efficace de la police au Canada en 2014, intitulé « The Blue Line or the Bottom Line of Police Services in Canada? » par l'intermédiaire de l'Institut Macdonald-Laurier. Dans ce document, il soutient que les modèles actuels de tarification des services de police ne reflètent pas les besoins et les attentes des Canadiens en matière de services de police; les fonds devraient plutôt être réaffectés ou révisés afin de maintenir les coûts budgétaires tout en fournissant des services de police dans des domaines en constante expansion.

Hon. Doug Schweitzer, c.r.

Ministre de la Justice et solliciteur général

Leader parlementaire adjoint du gouvernement

Le 16 avril 2019, Doug Schweitzer a été élu député de Calgary-Elbow à l'Assemblée législative. Peu après, le 30 avril 2019, il a prêté serment pour rejoindre le Cabinet de l'Alberta en tant que ministre de la Justice et solliciteur général.

Avant son élection, M. Schweitzer était associé dans un cabinet d'avocats privé, spécialisé dans la faillite et l'insolvabilité. Il est un mari dévoué, père de deux jeunes filles et bénévole de longue date au sein de la collectivité. Il a recueilli des fonds pour les familles des militaires et a été vice-président du tribunal de traitement de la toxicomanie de Calgary.

En 2019, la province de l'Alberta a annoncé un nouveau modèle de financement de la police qui permettra de fournir 286 millions de dollars au cours des cinq prochaines années à sa force de police rurale afin qu'elle augmente le nombre de policiers sur le terrain. Le 9 juillet, le ministre Schweitzer a annoncé que 76 nouveaux postes d'agents et 57 postes civils seraient créés dans les détachements de la GRC dans les régions rurales de l'Alberta en 2020-2021.

Ces nouveaux postes ont été créés pour répondre aux préoccupations concernant la criminalité rurale que M. Schweitzer avait entendues lors de sa tournée dans la province, l'année dernière. Il est attendu que le gouvernement ajoute 300 postes au cours des trois ou quatre prochaines années. Selon M. Schweitzer, il existe de nombreux cas où la police a eu besoin d'une heure pour répondre à un appel dans une zone rurale en raison des longues distances qu'elle devait parcourir.

M. Schweitzer a également envoyé une lettre à son homologue fédéral pour demander une réforme du *Code criminel* afin de permettre de combattre la criminalité rurale en particulier. Cette réforme ferait de l'éloignement d'un crime une « circonstance aggravante » lors de la détermination de la peine, afin de dissuader les contrevenants de cibler les habitants des zones rurales.

De plus, M. Schweitzer a déclaré qu'il avait réussi à mettre sur pied un groupe de travail composé de ministres de la Justice de tout le Canada et de ministres fédéraux dans le but de trouver des solutions aux problèmes de criminalité rurale. En avril 2020, il a également présenté le projet de loi 8, portant sur la protection des survivants de la traite de personnes, qui vise à donner des moyens d'action aux survivants de la traite de personnes.

Membres associés du SECU

Parti conservateur : Ziad Aboultaif, Scott Aitchison, Dan Albas, Leona Alleslev, Dean Allison, Mel Arnold, Tony Baldinelli, John Barlow, Michael Barrett, Bob Benzen, Candice Bergen (Hon.), Luc Berthold, James Bezan, Steven Blaney (Hon.), Kelly Block, Richard Bragdon, John Brassard, Blaine Calkins, Colin Carrie, Kenny Chiu, Michael Chong (Hon.), Michael Cooper, James Cumming, Raquel Dancho, Scot Davidson, Gérard Deltell, Chris d'Entremont, Kerry Diotte, Todd Doherty, Terry Dowdall, Earl Dreeshen, Eric Duncan, Dave Epp, Rosemarie Falk, Ted Falk, Ed Fast (Hon.), Kerry-Lynne Findlay (Hon.), Diane Finley (Hon.), Cheryl Gallant, Bernard Généreux, Garnett Genuis, Joël Godin, Jacques Gourde, Tracy Gray, Jasraj Singh Hallan, Rachael Harder, Randy Hoback, Tamara Jansen, Matt Jeneroux, Pat Kelly, Peter Kent (Hon.), Robert Kitchen, Tom Kmiec, Michael Kram, Damien Kurek, Stephanie Kusie, Mike Lake (Hon.), Philip Lawrence, Richard Lehoux, Chris Lewis, Ron Liepert, Dane Lloyd, Ben Lobb, Tom Lukiwski, Dave MacKenzie, Larry Maguire, Richard Martel, Dan Mazier, Kelly McCauley, Phil McColeman, Greg McLean, Cathy McLeod, Eric Melillo, Rob Moore (Hon.), Marty Morantz, Glen Motz, John Nater, Jeremy Patzer, Pierre Poilievre (Hon.), Alain Rayes, Brad Redekopp, Scott Reid, Michelle Rempel Garner (Hon.), Blake Richards, Lianne Rood, Alex Ruff, Jag Sahota, Bob Saroya, Jamie Schmale, Kyle Seebach, Martin Shields, Nelly Shin, Gerald Soroka, Bruce Stanton, Warren Steinley, Mark Strahl, Shannon Stubbs, David Sweet, Corey Tochor, Tim Uppal (Hon.), Tako Van Popta, Karen Vecchio, Gary Vidal, Arnold Viersen, Brad Vis, Cathay Wagantall, Chris Warkentin, Kevin Waugh, Len Webber, John Williamson, Alice Wong (Hon.), David Yurdiga, Bob Zimmer

NPD : Charlie Angus, Niki Ashton, Taylor Bachrach, Daniel Blaikie, Rachel Blaney, Alexandre Boulerice, Richard Cannings, Laurel Collins, Don Davies, Scott Duvall, Randall Garrison, Leah Gazan, Matthew Green, Gord Johns, Peter Julian, Jenny Kwan, Alistair MacGregor, Brian Masse, Lindsay Mathyssen, Heather McPherson, Mumilaaq Qaqqaq

Bloc québécois : Luc Thériault

Questions de la réunion 7 du SECU, tenue le 23 juin 2020

(contenu modifié et raccourci)

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg–Haute-Saint-Charles, PCC) :

J'aimerais savoir, en ce qui concerne la GRC en particulier, quelles mesures vous avez prises [pour traiter les problèmes de racisme] au cours des cinq dernières années.

M. Pierre Paul-Hus :

Mais j'essaie d'obtenir une réponse de vous, de votre gouvernement. Avez-vous pris des mesures dès le début? Avez-vous abordé ce problème?

À votre avis, puisque la GRC fait partie de votre portefeuille en tant que ministre de la Sécurité publique, le racisme systémique a-t-il toujours été un problème?

M. Pierre Paul-Hus :

Connaissez-vous [un rapport de 127 pages intitulé « Agir contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris l'islamophobie » le rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, qui portait sur le racisme systémique et sa recommandation 28 spécifique à la GRC]?

M^{me} Pam Damoff (Oakville North-Burlington, Lib.) :

J'ai quelques questions concernant la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes. Je vais vous donner une liste de certains éléments qui, je pense, pourraient être examinés, et je me demande si vous pourriez peut-être me faire savoir si vous en êtes au courant et si vous envisagez de vous en occuper. Ces éléments sont les suivants :

- l'adoption d'une législation prévoyant des délais pour la publication des rapports;
- un processus d'appel;
- la transmission des rapports à un comité consultatif ou à un autre organe au lieu que la GRC se transmette ses propres rapports;
- la participation significative des peuples autochtones et marginalisés dans le processus de révision;
- la simplification de la procédure de plainte, car de nombreuses personnes estiment qu'elles doivent engager un avocat pour déposer une plainte, et un certain nombre de personnes n'ont pas les moyens socioéconomiques d'engager un avocat.

M^{me} Pam Damoff :

Une plainte a été déposée [concernant Colten Boushie]. Je sais que l'examen est terminé. Vous l'avez depuis janvier 2020. Au nom de la famille, je me demande seulement quand ils pourront voir les résultats de l'examen [de Colten Boushie].

M^{me} Pam Damoff :

Au lieu de n'offrir que des segments de formation, pourriez-vous envisager de faire suivre aux cadets du dépôt un véritable cours d'histoire autochtone à l'Université des Premières Nations [à Regina]?

M^{me} Kristina Michaud (Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia, BQ) :

Quelles [mesures spécifiques pour lutter contre le racisme systémique au sein de la GRC] ont été mises en place dès le départ?

M^{me} Kristina Michaud :

Je comprends que selon vous, la reconnaissance des forces de police autochtones existantes en tant que services essentiels est à l'étude. C'est très bien. Pensez-vous que les financer de manière adéquate et financer également le recrutement des Autochtones sont des solutions viables?

M^{me} Kristina Michaud :

En tant que ministre, comment définissez-vous le racisme systémique?

En tant qu'ancien chef de la police, vous avez peut-être été témoin de profilage racial. Dans ce contexte, comment définissez-vous le racisme systémique qui pourrait exister au sein de la GRC ou des services de police?

M. Charlie Angus (Timmins-James Bay, NPD) :

Monsieur le Ministre, vous avez parlé de la présence disproportionnée des jeunes hommes noirs dans le système. Lorsque vous étiez chef de la police, le fichage était l'un de vos principaux outils. Vous y teniez fortement dans la ville de Toronto, et il était très utilisé. Compte tenu de ce que vous savez maintenant, envisageriez-vous de présenter des excuses pour dire que c'était une erreur d'utiliser cette tactique? Que dites-vous à propos de l'utilisation du fichage qui s'est produite durant votre mandat?

M. Charlie Angus :

Compte tenu des promesses qui ont été faites à propos des femmes et des filles autochtones assassinées et disparues, comment se fait-il que nous puissions voir un tel traitement abusif des femmes qui souffrent d'agressions sexuelles au Nunavut?

M. Charlie Angus :

Quand je vois les difficultés [de financement] que nous vivons sur le territoire Nishnawbe Aski pour obtenir un bon maintien de l'ordre, et que je vois, par exemple, la GRC acheter deux véhicules blindés à un moment où nous parlons de désescalade et de démilitarisation, je remets en question les priorités. Nous achetons du vieux matériel en provenance d'Irak, mais la GRC peut se le permettre?

M. Rob Morrison (Kootenay-Columbia, PCC) :

Pouvez-vous expliquer pourquoi le comité consultatif sur la diversité culturelle des commandants en Colombie-Britannique a été dissous?

M. Rob Morrison :

Pouvons-nous compter sur votre soutien [pour rétablir le comité consultatif sur la diversité culturelle des commandants dans tout le Canada au sein de la GRC et du portefeuille de la sécurité publique]?

M. Rob Morrison :

Lorsque votre gouvernement a nommé la commissaire Lucki, avez-vous inclus la lutte contre le racisme systémique au sein de la GRC dans son mandat? Si oui, quelles questions spécifiques le gouvernement a-t-il demandé à la commissaire de régler?

M^{me} Kamal Khera (Brampton West, Lib.) :

Pensez-vous que le racisme systémique existe dans les services de police, et en particulier dans la GRC?

M^{me} Kamal Khera :

Selon vous, quels sont les plus grands obstacles dans la lutte contre le racisme systémique au sein de la GRC?

M^{me} Kamal Khera :

Pouvez-vous nous donner un aperçu de la formation ou des études qu'une recrue suivrait pour connaître les expériences que vivent les Canadiens racialisés? Cette formation est-elle obligatoire? Pouvez-vous nous présenter l'ensemble de la formation? De plus, quelle formation est offerte pour les agents établis de la GRC?

M^{me} Karen Vecchio (Elgin-Middlesex-London, PCC) :

Il existe actuellement un recours collectif de 600 millions de dollars contre la GRC concernant spécifiquement les populations autochtones du Nord. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet et me dire combien d'autres procès ont eu lieu et si la plupart ont été réglés à l'amiable? Avez-vous des informations à ce sujet pour que nous puissions les examiner?

M^{me} Karen Vecchio :

Pendant [votre mandat de chef de police], quelles mesures avez-vous prises pour lutter contre le racisme et pour éliminer le racisme systémique au sein du service de police de Toronto?

M^{me} Karen Vecchio :

Diriez-vous qu'en raison de la diversité que vous aviez assurée au sein du service de police de Toronto, vous avez constaté que le racisme a été éliminé ou réduit? Quels ont été, selon vous, les résultats concrets pendant cette période?

M^{me} Karen Vecchio :

Selon vous, la situation a-t-elle empiré? Si nous comparons 2020 à 2010, quels sont certains des changements que vous avez observés dans l'une des villes les plus grandes et les plus diverses du Canada et du monde entier?

M. Angelo Iacono (Alfred-Pellan, Lib.) :

Pouvez-vous nous dire où en est la formation sur les préjugés inconscients?

M. Angelo Iacono :

Comment envisagez-vous de redémarrer le système [pour lutter contre le racisme systémique] de manière parallèle au niveau de la GRC et au niveau des collectivités, afin de combler les lacunes et de créer ainsi un environnement harmonieux?

M. Angelo Iacono :

Avons-nous un plan d'action pour utiliser ces exemples que vous mentionnez et pour reprogrammer le système et encourager une meilleure interaction entre la GRC et les collectivités? Vous avez mentionné précédemment que des programmes de diversité et d'inclusion existent déjà. Sont-ils appropriés? Sont-ils à jour? Sont-ils adaptés au Canada moderne, à ses différentes communautés culturelles, ses demandes et ses attentes?

M^{me} Kristina Michaud :

Pourquoi le formulaire de plainte [CCETP] n'est-il pas offert dans toutes les langues autochtones? Comment une personne autochtone victime d'abus ou de discrimination peut-elle déposer une plainte si elle ne peut même pas obtenir le formulaire dans sa propre langue?

M^{me} Kristina Michaud :

Le rapport annuel 2018-2019 de la [CCETP] relate une augmentation de 13 % par rapport à l'année précédente. La majorité des plaintes concernaient des arrestations abusives, de la négligence, des attitudes inappropriées, une mauvaise manipulation des biens ou un recours abusif à la force.

Vous mentionnez des mesures qui sont en place depuis plusieurs années, comme la formation sur la diversité culturelle. [Comment] expliquez-vous l'augmentation du nombre de plaintes?

M. Charlie Angus :

Pourriez-vous faire une simple recommandation pour dire que la GRC doit recueillir des données relatives à la race afin que nous puissions réellement commencer à bien comprendre la façon dont la force est employée?

Comment devons-nous procéder? Comment trouver un équilibre pour que notre collecte de données soit réellement effectuée à des fins de responsabilisation et non de ciblage?

M. Charlie Angus :

Collaborez-vous avec le commissaire à la protection de la vie privée?

Hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC) :

Je veux seulement connaître la composition de la GRC, son profil démographique. Avez-vous des statistiques? En ce qui concerne les membres d'origine culturelle, autochtone ou ethnique, savez-vous quels sont les pourcentages, dans l'ensemble, au sein de la GRC? Conservez-vous ce type de données? Si oui – ce qui serait important pour le recrutement – quelle était la situation il y a cinq ans comparativement à la situation actuelle?

Hon. Tim Uppal :

À quoi ressemble [le profil démographique] chez les cadres?

Hon. Tim Uppal :

Avez-vous de statistiques sur le nombre d'interactions avec la police au Canada; le nombre d'interactions par rapport à celles qui donnent lieu à des plaintes?

M. Gary Anandasangaree (Scarborough-Rouge Park, Lib.) :

Comment répondez-vous à cette urgence [à un moment de l'histoire où le monde change]? Ce n'est pas une question de recrutement et de formation. Ce sont des éléments importants, mais ils nécessitent du temps. Comment intervenez-vous pour gagner la confiance du public, surtout celle des personnes racialisées, notamment les personnes autochtones et les Noirs?

M. Gary Anandasangaree :

Comment procéderiez-vous pour changer l'image [ou abolir le financement] de la police? Comment procéderiez-vous pour que la GRC soit perçue comme un service du futur, un service qui puisse réellement servir tous les Canadiens?

M^{me} Kristina Michaud :

Madame la Commissaire, vous avez reconnu que le racisme systémique existe au sein de la GRC. Cependant, la première fois que la question vous a été posée, vous étiez réticente à l'affirmer. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis?

M^{me} Kristina Michaud :

Savez-vous si des agents sous votre autorité n'ont pas respecté [les valeurs fondamentales de la GRC]? Si vous découvrez un comportement inapproprié, de quoi les agents concernés seront-ils tenus responsables?

M^{me} Kristina Michaud :

Quels changements ont déjà été mis en œuvre [pour traiter et réduire le racisme systémique]? Quels changements seront mis en œuvre dans les semaines et les mois à venir pour contrer ce fléau?

M. Charlie Angus :

Quand le rapport [de Colten Boushie] sera-t-il publié?

M. Charlie Angus :

Quand le rapport [de Kent County] sera-t-il publié?

M. Charlie Angus :

Les fusils de tireur d'élite et la surveillance mortelle [comme dans le cas de Wet'suwet'en] ne sont-elles pas des méthodes beaucoup plus militarisées que nécessaire dans le cadre d'une relation de nation à nation?

M. Rob Morrison :

J'ai deux questions, l'une sur les ressources humaines et l'autre sur la police contractuelle.

Lorsque vous recrutez des personnes qui comprennent et acceptent la diversité culturelle et veulent s'ouvrir aux petites collectivités, par exemple, l'embauche de nouvelles recrues de la GRC ne serait-elle pas mieux réussie si elle était effectuée par les provinces et territoires, qui l'adaptent en fonction des priorités régionales?

Maintenant, je sais comment le système fonctionne. Je demande s'il ne serait pas préférable que l'embauche repose sur un système de points qui convienne à l'échelle provinciale et non fédérale.

Puisque la GRC ne possède pas de norme minimale en ce qui concerne la police contractuelle, n'a-t-elle jamais pensé à en établir une afin que vous puissiez effectuer des examens de la police rurale, par exemple, dans différentes provinces contractantes pour savoir si la norme minimale de la police est convenable?

La GRC pourrait-elle établir une norme minimale pour dire à la province : « Si vous voulez engager un membre de la GRC, vous devez avoir ce nombre de personnes »?

M. Rob Morrison :

Si vous ne disposez pas d'un système d'examen de la gestion [ces systèmes n'existent plus en Colombie-Britannique depuis 2018], comment pouvez-vous aider les détachements ou les unités qui ont besoin d'encadrement?

Prenons, par exemple, le racisme. Ou la diversité. Comment vos équipes de gestion répondent-elles aux besoins de ces détachements qui doivent obtenir de l'aide avant que vous n'en arriviez à un examen dirigé, ce qui est un signe que vous êtes en difficulté?

M. Greg Fergus :

La GRC a-t-elle l'intention de faire en sorte que son équipe de gestion reflète la diversité qui existe au Canada?

M. Pierre Paul-Hus :

En 2019, un rapport [de] 700 pages a été publié à la suite de l'importante enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. La recommandation 16.32 de ce rapport demande aux services de police, en particulier à la GRC, de veiller à ce qu'il y ait une représentation inuite parmi les agents assermentés et le personnel civil. Avez-vous eu le temps de donner suite à cette recommandation?

M. Pierre Paul-Hus :

Nous avons déjà entendu dire que, dans les collectivités autochtones en particulier, des jeunes ou d'autres personnes qui voulaient faire partie des forces de police subissaient du harcèlement de la part de leur propre collectivité. On leur disait qu'ils étaient avec les blancs et qu'ils trahissaient leur collectivité. Ces situations se produisent-elles encore aujourd'hui?

M. Pierre Paul-Hus :

À votre avis, la situation [de la COVID-19] est-elle maîtrisée? Craignez-vous une deuxième vague à l'automne?

M^{me} Kamal Khera :

Certaines personnes ont demandé une restructuration de la GRC afin de supprimer la police contractuelle ou de retirer la désignation « royale » ou de renommer la Gendarmerie d'une autre manière qui l'éloignerait du passé du Canada. La GRC est-elle au courant de ces demandes, ou avez-vous un mécanisme actuellement en place pour les examiner?

M. Greg Fergus :

Nous savons que 99,9 % [des interactions de la GRC sont des interventions non mortelles]. Ce pourcentage ne nous amènerait-il pas à repenser notre approche? Je veux dire, devrions-nous prévoir ce 0,1 % ou devrions-nous demander aux policiers d'intervenir de manière à calmer les esprits et à concrètement désamorcer la situation, ou doivent-ils toujours se rendre sur place, armés et prêts à tout et à faire monter la tension?

M. Greg Fergus :

Donc, est-ce que nous mettons trop l'accent sur la GRC ou est-ce que nous lui imposons une charge trop lourde pour qu'elle puisse traiter ce genre d'appels téléphoniques? Serait-il préférable que nous envisagions de créer d'autres services mieux financés, comme des services spécialisés en santé mentale ou en toxicomanie qui pourraient collaborer avec la GRC pour répondre à ces situations?

M. Greg Fergus :

Puis-je donc présumer que vous conviendrez que nous devons repenser en profondeur la manière d'accroître la sécurité à plus long terme; de mieux comprendre les Canadiens, en examinant qui devrait se spécialiser dans quoi et quelles ressources devraient être affectées en conséquence?

M^{me} Kristina Michaud :

Madame la Commissaire, pouvez-vous nous fournir en ce moment les chiffres ou les statistiques de ces dernières années sur le nombre de fois où la GRC a arrêté des personnes appartenant à des minorités culturelles ou à des peuples autochtones, par rapport aux personnes non autochtones?

M^{me} Kristina Michaud :

Je pense que ce contexte peut alimenter certains stéréotypes, comme vous le dites, mais en même temps, il peut permettre de consigner des phénomènes comme le profilage racial, par exemple. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M^{me} Kristina Michaud :

Quelles conséquences le fait de dépenser l'argent [de la GRC] [pour les règlements de recours collectifs] aura-t-il sur les contribuables?

M. Charlie Angus :

Quelles mesures avez-vous prises pour assurer la santé mentale des travailleurs de première ligne? Certains des taux de suicide les plus élevés au monde sont recensés dans les collectivités que vous représentez.

M. Charlie Angus :

Quelles sont les conditions auxquelles la police est confrontée lorsqu'elle se rend dans des collectivités qui se ferment et insistent pour prendre des mesures extrêmes d'isolement [en raison de la COVID-19]?

Le président :

Quelles assurances pouvez-vous donner en tant que commissaire – ou peut-être même en tant que chef des ressources humaines – que [la nouvelle relation entre la GRC et le syndicat] ne créera pas d'obstacles et que le syndicat est sur la même longueur d'onde, disons, que la GRC en ce qui concerne les agents qui posent vraiment problème?